

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

jeudi 2 octobre

1975

1,50 F

N° 4
B.P. 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET

distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

AUJOURD'HUI BOYCOTT DE L'ESPAGNE FASCISTE



Aujourd'hui boycott de toutes les communications avec l'Espagne ! Les dockers refusent de charger les bateaux pour l'Espagne, de décharger les bateaux qui en viennent. Les lettres, les trains, les avions, les navires. Rien ne doit passer. Le prolétariat de tous les pays d'Europe isole le régime franquiste.

Boycott et aussi actions de protestations dans toutes les entreprises. Dans les banques, appel à un arrêt de travail d'une heure et suspension des transactions avec l'Espagne, dans le bâtiment débrayages et suspension des livraisons de ciment, dans la chimie, la métallurgie, partout, et tous doivent participer à cette action.

Elle affirme la solidarité du prolétariat avec le peuple espagnol, contre le régime franquiste à l'heure où se préparent de nouveaux procès, de nouvelles condamnations à mort, de nouveaux crimes.

L'isolement du régime franquiste sur le plan mondial est de plus en plus grand. Sous la pression de l'action des masses, la commission de Bruxelles a recommandé de rompre les négociations commerciales avec le régime franquiste.

Devant cette mobilisation dans tous les pays d'Europe, Franco fait appel à l'«unité nationale», organise une manifestation sous les mots d'ordre «Franco, c'est l'Espagne», «tous unis derrière Franco», à l'occasion du 39ème anniversaire de l'instauration du régime fasciste.

Cette manifestation prépare une répression encore plus féroce contre les peuples d'Espagne ; pour Franco l'honneur de l'Espagne c'est depuis la prise du pouvoir, la répression sanglante, les exécutions sommaires. Il y a 39 ans, Franco prenait le pouvoir avec l'aide des avions d'Hitler et de Mussolini, contre les peuples d'Espagne. Aujourd'hui comme hier il est rejeté par les peuples d'Espagne. La manifestation d'hier sur la place d'Orient était puissamment encadré par les «grises» la garde civile. Plusieurs milliers de madrilénes étaient obligées de venir derrière la phalange ; tandis que les entreprises étaient fermées pendant quatre heures. Les ouvriers, les employés doivent se rendre à la manifestation. Voilà ce qu'est la prétendue «unité nationale» autour de Franco.

Cette manifestation fasciste est la marque de la faiblesse du franquisme. Les flics déguisés en civil doivent aller barbouiller sur les murs des slogans de soutien à Franco, pour faire croire à une mobilisation populaire.

Malgré l'état d'exception, le quadrillage policier, les peuples d'Espagne expriment leur vrai sentiment par la lutte. Des milliers d'ouvriers sont mis à pied pour avoir participé au plus puissant mouvement de grève au Pays Basque depuis de nombreuses années - en riposte à l'assassinat des cinq du FRAP et de l'ETA.

Trois policiers ont été tués en plein Madrid, un autre blessé.

Dans son isolement, le régime franquiste bénéficie de la prudence du régime Giscard-Ponia. Cette prudence est en fait un soutien direct au régime franquiste. La seule ambassade que les hordes fascistes de Franco ont eu le front de viser, c'est l'ambassade de France, parce qu'ils savaient qu'il ne risquait pas de représailles.

Le boycott d'aujourd'hui affirmera aux peuples d'Espagne que les sentiments du peuple de France ne sont pas ceux du gouvernement bourgeois.

PORTUGAL la bataille pour l'information continue

BETHUNE le coup de la fatalité ne marche plus

ACCIDENTS DU TRAVAIL : FATALITÉ OU CRIME AVEC PRÉ-MÉDITATION:

L'arrestation de Chaperon, Directeur de la Société des Huiles Goudron et Dérivés à Bethune consterne la bourgeoisie ; où va-t-on si l'on se met à arrêter le patron chaque fois qu'il y a un accident du travail ? Ça n'est quand même pas de leur faute ; la plupart des accidents sont dus soit à une «faute de l'ouvrier» soit à la «fatalité». C'est la même réaction qu'elle avait eu lorsque le juge Pascal avait inculpé l'ingénieur Coquidé pour la mort des 42 de Liévin. Et pourtant, comme à Liévin la responsabilité de la direction des Huiles Goudron et Dérivés est écrasante : Robert Vuillaume, ouvrier intérimaire, 48 ans, handicapé à 67% travaillait à un poste qu'il ne connaissait pas, où les conditions de sécurité étaient inexistantes.

QUINZE MORTS PAR JOUR

La bourgeoisie est scandalisée par l'inculpation d'un des siens mais fait moins grand cas du nombre de plus en plus élevé des accidents du travail.

Les statistiques officielles de la Caisse Nationale d'Assurances révèlent qu'en 1973 il s'est élevé à plus de 1 100 000 dont plus de

120 000 sont graves et 4 500 mortels. Cela représente un accident toutes les sept secondes et 16 morts par jour.

Et ces chiffres ne concernent que treize millions de salariés, ne comprennent pas ceux des secteurs tels que les Charbonnages, l'E.G.F., la SNCF et l'agriculture, où les accidents sont aussi très fréquents. Il faut aussi y ajouter le nombre de morts causés par les maladies professionnelles (4 500) et tous les accidents que les patrons ne déclarent pas.

DES CHIFFRES EN AUGMENTATION

De plus, les tableaux officiels montrent que le nombre des accidents, en particulier le nombre d'accidents graves, est en augmentation absolue.

D'après la Caisse Nationale, la proportion d'accidents par rapport au nombre total de salariés serait en légère diminution. Mais cela ne signifie pas grand chose car elle se base sur un nombre de salariés qui englobe tous les employés pour lesquels le nombre d'accidents est relativement peu-élevé et ne comprend ni les salariés, ni la SNCF.

SUITE PAGE 4



Monsieur Fabre décripe

Ainsi, Mr. Fabre, vous décrivez les Français. Mais chez vous, dans votre bonne ville, « la Perle du Rouergue » qui décrivez-vous ?

Les sœurs de la Sainte Famille, (un joli paquet de bulletins) voteront plus facilement pour vous. Elles le faisaient déjà mais gênées. Un cas de conscience : voter avec les « communistes » !

Les commerçants de la rue de la République et les autres, ils vous élaient volontiers maire mais se faisaient tirer l'oreille aux législatives. Eux aussi vont se décriper. Enfin vous les comprenez.

Mais les autres ? Tous ceux qui votaient pour vous parce que vous étiez dans l'opposition. Tous ceux qui savent, leur vie de tous les jours le leur apprend, que le Gouvernement les trompe, favorise les gros et enfonce les petits ; les vieux des ruelles, les paysans en survie des campagnes environnantes, les travailleurs au salaire de misère de la « BOMAP » ou de la « PAVA », les vendeuses et les vendeurs exploités des magasins coquets... Tous ceux-là que vont-ils penser ? Ils vous croyaient de leur côté, contre les politiciens de la majorité qui soutiennent ceux qui les grugent. Les voilà détrompés. Ils savent maintenant de quel camp vous êtes, de quel camp vous avez toujours été. Même si vous leur expliquez que c'est pour mieux les défendre que vous êtes allé à l'Élysée. Ils n'aiment pas ceux qui mangent à tous les râteliers.

De Villefranche de Rouergue. J. Morlhion.

quelques coups sous une pluie de dollars



Antenne 2, 4 h du matin. Léon Zitronne va et vient dans le studio, se trémousse. La retransmission de Manille va avoir lieu. Appuyé par une formidable campagne de publicité, abondamment nourri par les fanfaronnades de Clay, le troisième show Frazier-Cassius va commencer.

Les invités d'Antenne 2 ne sont guère enthousiastes ; la fin de la promotion du match s'est faite un peu en queue de poisson ; tout ce qui est excessif, est insignifiant, et puis, trois matchs du siècle en quatre ans, cela fait beaucoup. Quereste-t-il desport, quand, déjà depuis plusieurs mois, les modalités financières sont fixées : des milliards pour chaque boxeur.

Sur le ring, pour un match du siècle, les deux vedettes n'ont pas pu faire moins que de taper fort. Le combat a été rapide, Clay fatiguant son adversaire pendant les dix premières reprises et concluant à la quatorzième reprise par une série de crochets au visage, amenant Frazier à abandonner.

Quelques coups pour une pluie de dollars, voilà le show qu'on nous a présenté hier matin.

la vie du journal

Vos critiques reçues après les deux premiers numéros ont été nombreuses : articles trop longs, peu ou mal illustrés, absence de titre pour l'édito du numéro 2, absence de photos en première page du numéro 1, pages mal présentées, pas assez d'entretiens ou trop petits, pas mis en valeur... pas assez d'informations, ou pas assez tôt, telle photo en première page du numéro 2 qui donne une faible idée de la mobilisation du peuple portugais aujourd'hui, etc...

Ces défauts, nous en sommes nous-mêmes parfaitement conscients : ils sont dus à un certain nombre de difficultés techniques inévitables et à des impératifs de temps pour l'impression du journal, que nous ne sommes, bien sûr, pas libres de fixer et qui ne tiennent guère compte de notre inexpérience...

Dans ces conditions, ce sont vos critiques qui nous poussent à aller de l'avant, à tout faire pour surmonter les obstacles, pour faire le journal qui correspond à votre attente.

Aussi, n'attendez pas pour nous écrire. C'est à vous, chaque jour, aussi de faire le point.

courrier

Le Quotidien du Peuple, entre les mains de ses lecteurs, a commencé à se construire. C'est ce que montre déjà ces quelques extraits du courrier d'aujourd'hui tant au point de vue des critiques qu'il contient que des propositions qui accompagnent ces critiques, et de la mise en place déjà de réseaux de lecture et de correspondance.

Pouvez-vous nous envoyer des affiches et surtout des auto-

SAINT SORLIN (lettre de camarades paysans)

Pouvez-vous nous envoyer des affiches et surtout des autocollants pour une valeur de 70 F joints en chèques ? Pouvez-vous aussi nous mettre en contact avec des militants de votre journal ou du Parti Communiste Révolutionnaire, proche de chez nous ?... Nous sommes en train de contacter des camarades dans chaque boîte de la région afin qu'ils nous tiennent au courant de ce qui se passe dans leur usine. Nous pourrions monter un « réseau » de correspondants et plusieurs fois par mois nous irions leur rendre visite. S'il y a quelque chose d'intéressant (accident du travail, grève...) nous

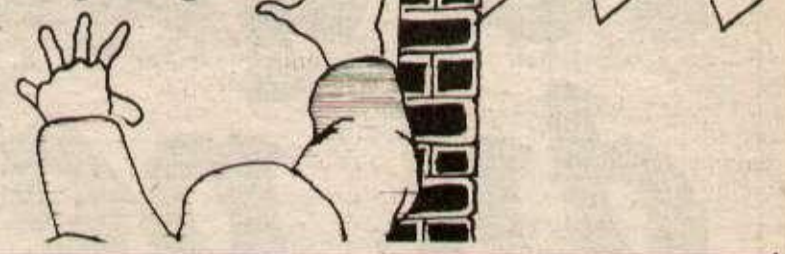
l'enverrons au journal.

Je peux aussi vous envoyer des informations sur les luttes paysannes dans la région Rhône-Alpes. Mais pour tout cela, je souhaite vous connaître autrement que par courrier et prendre contact avec vous. J'ai un élevage, et en m'organisant, je peux disposer de temps que je peux mettre au service du Quotidien du Peuple.

Je joins un article sur Romans à ce jour. Nous l'avons écrit avec un camarade de la chausserie (militant CFDT). Nous n'avons pas de chiffre sur le nombre très élevé de chômeurs à Romans. Si cela vous intéresse, on essaiera de le connaître. Je joins un article du Dauphiné Libéré sur la lutte de Barbière.

Nous devons faire un article sur la lutte des tanneurs d'Annonay qui continue malgré la reprise d'une partie des travailleurs. Nous montrerons le rôle négatif du PCF qui a tout fait pour éviter la popularisation de cette lutte. Ainsi que sur une petite usine de semelles (50 femmes) FRANCIT à St Donat où les travailleuses occupent pour empêcher des licenciements et risquent l'expulsion par la police au service des patrons. » S.S. St Sorlin

le quotidien du peuple



Affichez votre journal

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propo-

sitions d'articles au : **QUOTIDIEN DU PEUPLE** en téléphonant au **208 65 61 PARIS** de 8 h 30 à 14 h

BETHUNE

(...) L'article sur Ideal Standard du n° 1 est trop long et pas vivant. Ce qui nous semble intéressant c'est le petit encart précisant ce qu'est Ideal Standard car cela répond à des questions que les gens se posent.

L'article qui nous a le plus intéressé est l'article sur l'Espagne, car d'une part la présentation est claire, d'autre part il répond à des questions que se posent les gens sur ce qu'est l'ETA, le FRAP, sur ce qui s'est passé dans les manifestations en France et à Paris.

NICE

A propos du numéro un : Un titre annonçant les actualités sur les luttes serait bien (...) A la page 6, le mot « Jeunes » en haut à gauche est trop gros. Les titres sont trop vagues. Sans tomber dans le « sensationnel » comme les journaux bourgeois, il faut des titres « accrocheurs » qui résument le contenu de l'article et donnent envie de le lire.

PARIS

(...) Je crois qu'il faut attaquer

tous les sujets mais sans trop les effleurer, au contraire en les approfondissant (...) armée, prisons, justice, littérature, jeunes travailleurs en lutte, ou en rupture de ban, c'est à dire « marginaux » (...)

Je ne vous reprocherai pas l'aspect peu « aéré » (photos, etc...) du journal, car les problèmes techniques et surtout financiers sont évidents (...)

Dans l'article sur la musique, il me semble qu'un certain nombre d'idées fausses sont véhiculées, notamment dans le désir plus ou moins exprimé de resusciter la musique folklorique qui exprimait le milieu social de l'époque, à majorité paysanne, alors que la majorité des jeunes travailleurs écoutent maintenant une musique urbaine reflétant la révolte, c'est à dire la pop music (le problème de la récupération de cette musique reste posé bien sûr). (...) Je pense qu'il serait utile d'ouvrir un débat là-dessus (...)

Cela dit, la sortie du quotidien du Peuple est positive, et les défauts se corrigeront. Très bientôt, je vous envoie mon abonnement.

gagnons la bataille de la diffusion

Les quelques éléments que nous avons sur la diffusion en kiosques montrent qu'il existe, et c'est normal, un certain déséquilibre dans l'approvisionnement.

Ce n'est que par l'enquête très attentive de milliers de lecteurs que le Quotidien du Peuple pourra mettre sur pieds un réseau efficace de diffusion. Il s'agit, aujourd'hui, d'ajuster au mieux notre réseau.

Alors, camarades, ouvrez l'œil ! Ecrivez sans attendre au Service des Ventes dès que vous contactez une amélioration à apporter. Prenez le soin de noter, de manière précise, le nom et l'adresse des kiosques ou librairies, ainsi que le nom de l'annexe dont ils dépendent (pour Paris), dont vous faites mention. Faute de quoi vous rendrez inefficace toute démarche auprès des NMPP. A compter de la date de réception de votre réclamation, il faut deux jours pour que le changement demandé entre dans les faits.

Retournez ce bon le plus rapidement au Service des Ventes du Quotidien du Peuple, BP 225 75924 PARIS 19. Il vous permettra de trouver au kiosque le plus proche les journaux dont vous avez besoin !

La bataille de la diffusion est une bataille quotidienne. Celle-ci aussi, c'est ensemble que nous la gagnerons.

BON A ENVOYER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE SERVICE DES VENTES

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail, voulez-vous le faire déposer

à la librairie (nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

rassemblons les 50 millions

JE M'ABONNE

Nom
Profession
Adresse

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE SOUSCRIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

PORTUGAL : QUEL AVENIR ? 3

le parti de Cunhal

Cet troisième article que nous publions traite de la nature et de la politique du parti de Cunhal. Ces premiers éléments sur la situation au Portugal seront complétés par le témoignage de notre envoyé spécial à Lisbonne, Jean LERMET. Mais, aujourd'hui, pour éclairer la réponse à la question « où va la révolution portugaise », nous attendons surtout vos questions, votre point de vue, vos témoignages.

LE P « C » P ET SON PROGRAMME

Début septembre, le PCP a été éliminé de la position dirigeante qu'il occupait au Portugal depuis plusieurs mois. C'est le résultat de deux facteurs : d'une part, la pression des forces réactionnaires classiques, liées aux impérialismes occidentaux. D'autre part, la lutte des masses contre sa tentative d'établir un capitalisme d'Etat, avec le cortège de mesures anti-populaires

4°) RENFORCEMENT DE L'EXPLOITATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA PENETRATION DU CAPITALISME A LA CAMPAGNE :

« Amélioration radicale de la gestion des entreprises publiques et des entreprises avec participation de l'Etat, avec pour objectif la diminution des déficits qui y existent et leur rentabilité. » avec la conséquence : « Augmentation de



et répressives que cela supposait : au Portugal, de larges secteurs des masses dénoncent le caractère social-fasciste du PCP.

la production, de la productivité et de la capacité compétitive du secteur d'Etat. » Les travailleurs français des entreprises nationalisées connaissent la signification de ces mots : cadences augmentées, blocage des salaires, etc...

Pour la campagne : « soutien à la baisse des coûts de production ». Dans le système capitaliste, cela signifie soutenir les exploitations les plus « rentables », les plus modernes les mieux organisées... Sans instaurer le socialisme, c'est nécessairement favoriser les paysans les plus riches, les agriculteurs capitalistes. Telle a bien été la politique des administrateurs révisionnistes des banques : ils se sont montrés peut-être encore plus féroces pour les petits producteurs, en matière d'attribution de crédits, que l'appareil existant au temps du fascisme.

5°) REMPLACEMENT PROGRESSIF DE LA DOMINATION IMPÉRIALISTE OCCIDENTALE PAR LA DOMINATION SOCIAL-IMPÉRIALISTE (DANS LE CADRE D'UN CAPITALISME D'ETAT) :

« Stimulation et garantie des investissements étrangers, avec contrôle de l'Etat, et avec formation éventuelle d'entreprises mixtes. »

« Accords avec le marché commun... » « Développement des échanges avec les pays socialistes, avec signature urgente d'accords commerciaux et d'accords de coopération ». Effectivement, la domination du capital occidental sur l'économie portugaise n'a pas été touchée pour un cheveu. Effectivement le social-impérialisme soviétique a pu commencer à développer des trafics sordides avec le « nouveau Portugal » de Cunhal.

Ce programme immédiat du parti de Cunhal n'était pas un projet en chambre. Quelques mois durant, il a eu l'occasion de se concrétiser. Il a soulevé la colère des masses populaires. Et pas seulement dans le Nord, comme tout le monde l'a vu. Mais aussi dans la classe ouvrière de Lisbonne. Et chez les ouvriers agricoles du Sud, bastion traditionnel du PCP, il a suscité un commencement de cassure avec le révisionnisme.

Jean LERMET

LISNAVE: L'ANCIENNE ET LA NOUVELLE PIDE

La LISNAVE, sur la rive de l'estuaire du Tage, en face de Lisbonne, non loin des villes ouvrières de Barreiro, Almada... un chantier naval ultra-moderne, où sont concentrés des milliers de travailleurs. c'est un bastion de la classe ouvrière au Portugal. Là, au temps du fascisme, 2000 travailleurs ont été arrêtés d'un seul coup, puis immédiatement licenciés, lors de la grève de 1947. Là, depuis le 25 avril, le PCP a démontré sa véritable nature de classe bourgeoise.

Lisnave avec des capitalistes suédois, finiront par l'enlever de l'entreprise... pour lui confier un poste dirigeant dans leur trust, la CUF !

ouvriers de la LISNAVE tranchent le débat. A cette période, une loi « sur la grève », loi anti-grève en réalité, vient d'être adoptée par le gouvernement où Cunhal (du PCP) siège à côté de Spínola. Pour une épuration énergique, contre la loi anti-grève, les travailleurs décident de manifester. C'est une des premières démarcations entre le mouvement de la classe ouvrière et le pouvoir issu du 25 avril.

Naturellement, le PCP prend position. Dans le même tract où il s'opposait à l'épuration, il affirme : « une manifestation hostile au gouvernement et ne respectant pas l'ordre démocratique (faite à une heure délibérément choisie en violation de la loi), ne peut être approuvée que par la réaction, intéressée à diviser les travailleurs et les forces démocratiques, pour ouvrir le chemin à la restauration du fascisme au Portugal. »

Ce refrain, le PCP n'a pas fini de le reprendre sur tous les tons. Chaque fois que les masses se mettront en travers de ses projets, de ses manœuvres, de sa tentative frénétique de colonisation du pouvoir bourgeois, le parti révisionniste prétendra y voir la main des fascistes. Il tente ainsi de jouer sur la haine accumulée par les travailleurs pendant cinquante années contre un régime de terreur.

Peine perdue cette fois-là : au coude à coude, en tenue de travail,

L'ÉPURATION L'AFFAIRE DES MASSES

Et particulièrement dans la lutte anti-fasciste, pour l'épuration. Dans les jours qui ont suivi le 25 avril, une commission d'épuration s'est formée, avec des travailleurs d'avant garde, vétérans de la lutte anti-fasciste. L'un d'eux, entouré par d'autres camarades de l'entreprise, nous a conté en détail l'histoire.

Des le 9 mai, les masses se soulèvent pour expulser la « commission interne », instrument de l'oppression fasciste dans l'entreprise. Rapidement, cinq agents de la PIDE (police politique fasciste) sont démasqués. Les travailleurs doivent se battre dur pour les faire emprisonner : à peine sont-ils livrés, preuves à l'appui, qu'ils se trouvent libérés par les officiers de

LE PCP CONTRE L'ÉPURATION

Dès cette époque, les révisionnistes feront tout pour s'opposer à l'épuration. C'est que, disent-ils, elle est juste, mais « les formes dans lesquelles on essaie de la mener dans la pratique et la façon dont certains essaient d'en profiter » sont fausses (tract du 11.9.1974).

Serait-ce parce que, depuis 1962, la cellule du PCP dans l'entreprise se réduisait à peu près... à quatre sur cinq des PIDE qui viennent d'être démasqués ? Et notamment à ce chef des gardes, si bien placé à l'entrée pour organiser le mouchardage lors des grèves ? Dans ce cas, il faudrait bien conclure que le parti révisionniste entendait utiliser pour son compte et contre les travailleurs, l'expérience acquise par ces jolis messieurs.

Eh bien, la preuve est faite un peu plus tard : un certain Cardoso, membre de la « Légion Portugaise » (l'organisation « politique » des mouchards du fascisme), condamné à mort par l'Assemblée Générale de l'entreprise, est surpris par les travailleurs. Dans sa serviette, une série de rapports sur les ouvriers membres de l'Union Démocratique Populaire, rapports destinés au PCP. Lui aussi, le PCP s'était frénétiquement opposé à son ex-



la prison de Caxias. Il faudra un ultimatum des ouvriers, avertissant qu'ils « ne garantissent plus l'intégrité physique » de ces éléments, pour qu'enfin ceux-ci cessent de se pavaner dans l'entreprise.

L'offensive ne se limitera pas à ces sous-ordres ; elle vise bientôt le service du personnel, avec les chefs Varela et Carvalho, et, plus haut, l'administrateur Perestrelo : les frères Melo, copropriétaires de La

pulsion de l'entreprise : on comprend dans quel but.

La collusion avec les membres de l'ancien appareil fasciste est claire. Elle porte un nom : le social-fascisme. Ce que les ouvriers révolutionnaires appellent « la nouvelle PIDE » du PCP.

DANS LA RUE

Le 12 septembre 1974, les 8 000

avec leurs casques, les milliers de travailleurs de la Lisnave manifestent, comme ils l'entendent, sur leurs mots d'ordre, à leur heure ; tract révisionniste ou pas. Et, de leurs rangs serrés, jaillit ce mot d'ordre ironique : « Nous ne sommes pas un groupuscule, nous sommes 8 000 ! » Réplique sanglante au tract du PCP, qui s'en prenait « aux manœuvres des groupuscules ».

LE « GRAND FRÈRE » SOVIÉTIQUE

Quand Cunhal débarque de Moscou après le 25 avril, les liens entre le PCP et l'URSS sont solidement établis. Le 16 août 75, alors que le PCP connaît un recul important, la Pravda écrit encore : « il est très important... d'appuyer les communistes du pays (le Portugal) ! » Et de s'en prendre aux paysans du Nord, « illettrés », qui « sont allés aux urnes sans même savoir lire leur bulletin de vote ». Effectivement, le soutien de l'URSS au PCP ne s'est pas démenti. Au mois de septembre, un nommé MAKEYEV, directeur de la « Transworld Maritime Agency » soviétique, était expulsé : il avait transféré sous le manteau à Lisbonne, pour le PCP, la coquette somme de deux cents millions. Ce n'est là qu'un des maillons de la chaîne.

De son côté, le PCP a su se montrer reconnaissant. Au fur et à mesure que son étoile montait, on a vu se multiplier les délégations de toutes sortes dans les pays de l'Est. La cinquième division de l'état-major (révisionniste) encombra la télévision de films de ces pays. Cependant, fleurissaient dans les librairies des dizaines de livres favorables à l'Union Soviétique, comme celui-ci très répandu qui s'ouvrait sur le chapitre « l'amour en URSS ».

Le programme de politique extérieure du PCP se résumait pour l'essentiel : substituer progressivement la domination social-impérialiste à la domination impérialiste. Les résultats sur le plan économique, puis les trafics de Moscou sur le vin, les chaussures et autres produits portugais, est parlant : le commerce avec l'URSS, bénéficiaire de 8 millions d'escudos en 1973, est devenue déficitaire de 22 millions pour 1974, et de 150 millions pour les seuls trois premiers mois de 1975 !

(à suivre)

en bref.

SALON DE L'AUTO

On ne peut vraiment pas accuser l'industrie capitaliste de l'automobile de manquer de diversité : à l'heure du choix, comme disent les revues spécialisées, l'acheteur éventuel, visiteur du Salon de l'Automobile, a devant lui plus de 450 modèles... Seulement voilà : sur les 450 modèles, 425 coûtent plus de 15 000 F, 315 coûtent plus de 20 000 F...

Paradoxalement, en ces temps de «chasse au gaspillage», ce n'est pas du côté des voitures petites ou moyennes que viennent les nouveautés. Renault avait déjà dévoilé sa R 30 TS traction avant, 15 CV, moteur 6 cylindres en V issu des études Peugeot-Renault-Volvo, 40 200 F. Peugeot exposera sa concurrente, la 604, héritant du même moteur, mais d'une transmission classique et d'un prix encore supérieur : 41 700 F. Il est vrai qu'à côté de la Rolls Royce Camargue à 460 000 F, c'est une bagatelle.

Pour se justifier, les constructeurs expliquent que leurs modèles sont étudiés plusieurs années à l'avance, qu'à ce moment, on ne prévoyait pas la crise (alors que c'est précisément à ce moment que commençait la récession aux USA). Mais leurs statistiques de ventes sont plus convaincantes : depuis 1973, les ventes ont beaucoup baissé (plus 70%), principalement pour les moyennes cylindrées. Mais c'est justement sur les grosses cylindrées que la baisse a été la moins sensible, et cela reprise fait sentir. A croire vraiment que la crise et les économies, ce n'est pas pour tout le monde...

L'EUPHORIE D'UN PATRON

Hier, Dreyfus, PDG de Renault, 21 ans de bons et loyaux services, organisateur de milices patronales, patron de Trami, l'assassin de Pierre Overney, a tenu à déclaré son optimisme quant à l'avenir de l'automobile en général, de Renault en particulier. A la veille de l'ouverture du Salon de l'Auto, «les nuages pesant sur l'automobile s'estompent», niant au passage la surproduction dans ce secteur : «Nous courrons après notre production». Après avoir rendu hommage au gouvernement et à son plan de relance, en signe d'allégeance, tout serait pour le mieux à Renault : 3 200 F par mois de salaire moyen, 96 000 employés en France, 207 000 si on compte les travailleurs que Renault exploite à l'étranger (Argentine, Espagne...). Un million de travailleurs dans le cadre la sous-traitance... Si ce n'est les mois de grève du printemps : plus de 100 000 voitures perdues de ce fait, et ô crime de lèse-majesté, la place de premier constructeur européen compromise si les travailleurs ne font pas un effort...

Le plan de restructuration et de diversification de la production n'est pas compromis pour autant, et Dreyfus compte réduire bientôt à 65% la production automobile au profit de celle de matériel agricole, de cyclomoteurs, alimentation, hôtellerie... etc...

Qu'en pensent les travailleurs de Renault-Billancourt ?

Hier à 17 h, à la sortie de la «normale», prenant connaissance des propos de Dreyfus, un OS espagnol témoigne : «Vous ne croyez pas au Père Noël ? 2 150 F, primes comprises. Les temps ont considérablement augmentés depuis la grève. Cela ne pourra plus durer...». Un autre, 50 ans, 15 ans de boîte, à la fonderie : «Ou on tient ou on lâche : 2 200 F toutes primes comprises».

Enfin un marocain, père de huit enfants, tient à témoigner : «220 F par mois, je fais des ménages dans les bureaux le soir jusqu'à 9 h et les samedis dimanches, des gardes pour boucler la fin du mois».

politique

BETHUNE

le coup de la fatalité ne marche plus

LES ACCIDENTS : CONSÉQUENCE DE L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

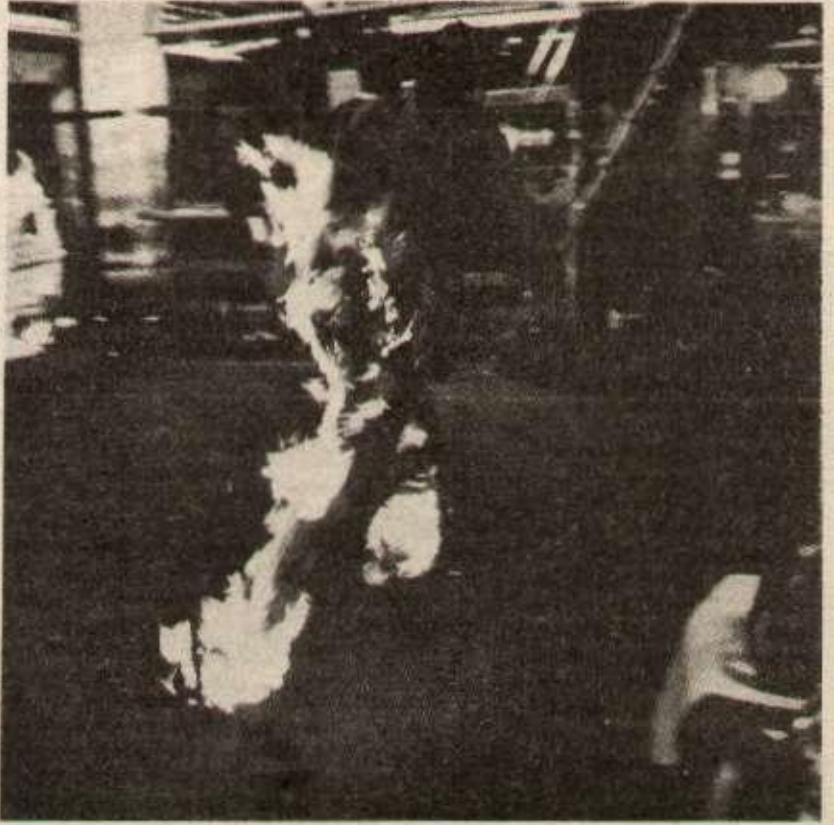
Les secteurs les plus touchés sont ceux du bâtiment, 3 morts par jour, des travaux publics, de la métallurgie et des mines, c'est-à-dire des secteurs dans lesquels travaillent le plus d'OS, notamment des travailleurs immigrés, et le plus d'intérimaires.

Ce n'est pas un hasard : c'est là que l'augmentation des cadences, l'intensification du travail est la plus forte. Comme l'explique un mineur de Liévin : «On est de plus en plus l'esclave du rabot. Il faut aller toujours plus vite. Le rabot ne s'arrête pas. Et comme les Houillères font des économies sur le personnel, on est de moins en moins nombreux pour faire le boulot. Avec le salaire au rendement, on est toujours poussé à aller plus vite pour gagner de quoi vivre. Alors on fait de moins en moins attention. On ne peut pas respecter les règles de sécurité. On est obligé de prendre des risques, et c'est l'accident. L'éboulement ou la main qui passe dans la machine.»

L'augmentation des cadences, la fatigue qui en résulte, les trajets de plus en plus longs pour rentrer à la maison, tout cela multiplie les accidents : le nombre des accidents de trajet est celui qui a le plus augmenté ces dernières années ! Pour les patrons, c'est dû à l'imprudence des ouvriers.

Non, les travailleurs ne sont pas les victimes de la fatalité, mais bien de l'exploitation capitaliste, de la course au profit. Presque tous, au cours de leur vie de travail, subissent un ou deux accidents souvent graves. Beaucoup sont gravement mutilés, ils sont alors rejetés de la production. Autant de crimes avec préméditation, comme le dit le juge de Charrette. Gageons que, avec le précédent que fut le désaisissement du juge Pascal, il ne restera pas longtemps en possession de son dossier. Mais toutes ces manœuvres de la bourgeoisie ne font que renforcer le sentiment de révolte dans les masses, tel qu'il s'est déjà exprimé récemment à l'occasion de la mort des 42 mineurs de Liévin.

Guy MORY



FABRE à l'Elysee

«Entretien courtois mais sans complaisance de ma part» déclarait hier soir Fabre, président des Radicaux de Gauche, à l'issue de son entretien avec Giscard à l'Elysée. Passons sur les précautions de style à propos du sens politique de cet entretien : «ni un ralliement, ni celui d'une caution» que semblent démentir les conditions mêmes de l'élection de M. Tajan, radical de gauche, dans le Tarn et Garonne grâce aux voix de la majorité présidentielle et contre le candidat de l'Union de la Gauche.

A propos de l'Espagne, rien de bien nouveau, sinon quelques précisions sur l'«intervention» du gouvernement français auprès de Franco à propos de l'«atteinte aux droits de l'homme», précisions qui semblent satisfaire Fabre.

L'essentiel de l'entretien a en réalité porté sur le statut de l'opposition, de l'alternance politique et le style de la démocratie sous la présidence giscardienne.

A propos du statut de l'opposition, l'échange de vue n'a pas dépassé le stade de doléances de la part de Fabre à propos des difficultés que rencontre l'opposition pour avoir accès aux dossiers, pour s'exprimer à la radio et à la télévision, et les promesses de Giscard de «mise à l'étude» de cette question.

Les choses semblent plus sérieuses à propos de l'alternance. Si Giscard a reconnu le «droit de la gauche d'exercer le pouvoir, si le peuple français le décidait», la question de l'alternance est restée enfermée dans la définition du rôle du Président de la République. «Chef de parti ou arbitre, dirigeant selon la volonté populaire». Débat sur l'interprétation de l'article 20 de la Constitution de la Vème République, qui revient à renvoyer dos à dos deux formes d'expressions de la «souveraineté du peuple» dans le

cadre de la démocratie bourgeoise : les élections du Président de la République, les élections législatives.

Ces arguties de droit constitutionnel ont en réalité un double sens : Tout d'abord, toute alternative bourgeoise de droite ou de gauche n'est pas envisageable avant 1981, année des prochaines élections présidentielles. Ensuite, toute solution de «reclassement» politique entre partis bourgeois d'ici là et en vue de cette échéance est possible.

Enfin, et c'est là l'essentiel, l'entretien reflète l'inquiétude de Giscard et Fabre face aux difficultés croissantes que rencontrent les partis bourgeois, de droite comme de gauche, à «contenir» dans le cadre de la démocratie bourgeoise les mouvements de lutte des travailleurs et des masses populaires. Cet aveu de l'usure du pouvoir de la bourgeoisie et de la faillite de son système politique contredit singulièrement les nombreuses déclarations

d'auto-satisfaction auxquelles Giscard et ses ministres nous avaient habitués.

Face à cette nouvelle situation politique, la bourgeoisie bat le rappel de ses troupes, resserre ses rangs, tente de colmater les fissures qui se dessinent sur la façade de son système politique, tout en maintenant le libre jeu des rivalités entre partis bourgeois, «garantie de la démocratie».

A cet égard, les frontières entre partis de gauche et de droite s'estompent de plus en plus. Dans cette perspective, Fabre joue le rôle d'éclaircisseur, pour ce parti charnière qu'est le P.S.

La manifestation de soutien au gouvernement Azevedo à Lisbonne hier soir, réunissant dans une coalition réactionnaire le Parti Socialiste portugais et le Parti Populaire Démocratique rappelle l'actualité de ce type de solution politique pour la bourgeoisie.

Jean-Pierre MORNAND

CHIRAC A LYON

Au lendemain du voyage spectaculaire de Giscard en Auvergne, Chirac vient présider à Lyon les travaux du Conseil régional et du Conseil économique et social régional.

Décidément, depuis les derniers événements de Corse, ces messieurs ont pris à cœur le développement des régions.

A cela s'ajoute un autre souci : contrôler de près l'application du soi-disant «plan de relance» et la répression de la classe ouvrière qui l'accompagne.

Comparée à la visite du président dans son fief, celle du premier ministre à Lyon paraît moins prometteuse : hier, Giscard annonçait 690 millions pour la «promotion» du Massif Central. Aujourd'hui, les conseillers régionaux diront à Chirac que les 320 millions supplémentaires qui viennent d'être accordés à la région (moins d'1/10e du chiffre national) c'est trop peu.

Ce refrain, d'ailleurs, la gauche et la droite l'entonnent en chœur (et pour les socialistes, c'est 1 milliard qu'il faudrait pour remettre l'économie régionale sur les rails). Les politiciens et notables locaux attendaient de grands projets, en particulier la mise en chantier de l'axe fluvial Rhin-Rhône, au gabarit européen. Et depuis que la visite de

Chirac est annoncée, plusieurs partis de la majorité (centristes, républicains indépendants), ont fait savoir publiquement qu'ils appelaient de leurs vœux cette «grande réalisation à vocation européenne».

Chirac a déjà mis les choses au point : le gouvernement pare au plus pressé, il pratique une politique à court terme, directement rentable.

Mais les «grands projets», répondraient-ils mieux aux aspirations et aux besoins des travailleurs, affrontés au chômage ou aux cadences, et à la hausse des prix ?

Moins de trois semaines après l'inauguration spectaculaire du «plus grand centre commercial d'Europe», les employés des Nouvelles Galeries à la Part Dieu sont entrées en grève, protestant contre l'aggravation de leurs conditions de travail depuis l'ouverture de ce nouveau magasin.

Ici, à Lyon, l'attention se porte tout autant sur un autre aspect du voyage de Chirac : la lutte pour le contrôle de la municipalité qui donne lieu dans les coulisses à une âpre bataille entre les clans de la majorité.

Dans la ville, quatre circonscriptions sur cinq sont aujourd'hui tenues par des députés UDR. C'est beaucoup. C'est trop pour les républicains indépendants. Et, par la

bouche de Ducray, jeune et fringant secrétaire d'Etat au tourisme, ils ont fait connaître leurs ambitions : «Dorénavant, il va de soi que les consultations électorales se feront en fonction des présidentielles.» Et il ajoute : «On ne veut pas évincer les UDR aux prochaines législatives sur Lyon, on leur laissera un ou deux sièges.»

Les scandales de ces dernières années n'ayant pas suffi à contraindre l'UDR, les républicains indépendants préparent de nouveaux coups. Ils organisent d'ailleurs avec ardeur la grande «fête des indépendants» le 12 octobre à Charbonnières (dans une banlieue résidentielle tout de même) avec Thierry le Luron, danse, fête foraine, et discours politique de Dominati.

Les centristes eux-mêmes s'inquiètent, et ils ont fait savoir qu'ils ne se laisseraient pas prendre pour des «petits garçons».

Ainsi donc, après Ponia, venu décorer les CRS d'Aléria, c'est Chirac qui débarque à Lyon, flanqué de deux hommes de la région : Monod et Toubon. Le premier, avant d'être à la tête du cabinet de Chirac, était directeur de l'aménagement du territoire : à ce poste, il a joué un rôle important dans la réalisation des dernières grandes opérations lyonnaises : ville nouvelle

de l'Isle Abeau, refaire de Lyon une grande ville d'affaires internationales (Part Dieu, etc), et il a acquis de l'influence dans la municipalité.

Du second, conseiller technique au cabinet de Chirac, on parle beaucoup dans la perspective des prochaines municipales.

Mais que peuvent attendre les travailleurs de la région Rhône-Alpes de ces cuisines et de ces luttes de clans ? Depuis la rentrée, le développement du chômage partiel et total s'accroît plus encore que la moyenne nationale. Ce sont aujourd'hui les entreprises-clé de la région qui sont touchées : Berliet, Potain, Pêchiney, Rhône-Poulenc, CEM.

N'en déplaise au PCF qui mène campagne au nom de la «liberté d'expression», pour obtenir un plus long temps de parole au conseil régional (pour dire quoi ?) ce n'est pas dans ce conseil, ni dans ses coulisses, que se posent les questions politiques de l'heure.

C'est dans les entreprises, où, comme à RPT, les travailleurs discutent de la lutte à engager, prennent les premières initiatives pour la riposte, affrontant les manœuvres des directions révisionnistes et réformistes.

De notre correspondant régional : H. GRANGE. 30/09

FOUGERE, ROMANS la crise dans la chaussure

Hier soir avait lieu à Fougères une nouvelle manifestation pour protester contre la répression sauvage lors de la manifestation et de l'occupation de la Mairie, mardi soir.

C'est plus de trois mille travailleurs qui avaient tenu, dans la soirée de mardi, à manifester contre le chômage, à s'opposer aux mille licenciements annoncés dans la chaussure, principale industrie de la ville. Très vite ils avaient décidé d'occuper la Mairie, contre l'avis des directions syndicales locales. Aussitôt ils étaient attaqués

et sauvagement réprimés par les gardes mobiles. Deux jeunes filles ont été blessé, dont une gravement, à l'œil.

Aujourd'hui, c'est tous les travailleurs de la chaussure qui sont touchés par le chômage. A Romans comme à Fougères, c'est l'ensemble de la population qui est aux côtés des travailleurs en lutte, qui manifeste sa solidarité.

A Romans comme nous l'écrit notre correspondant, les travailleurs tirent le bilan de leur lutte, notamment à Salamander.

Que sont devenus les travailleurs de Salamander, à Romans, eux qui avaient refusé la fermeture de leur usine ? Pour désamorcer leur lutte, on leur avait proposé un stage, avec promesse d'embauche à la sortie, à la S.N.R. En fait, les 140 travailleurs ont fait une nouvelle fois l'expérience des promesses mensongères de la bourgeoisie, puisqu'ils se sont tous retrouvés au chômage à la sortie du stage.

Deux usines nouvellement implantées à Romans avaient promis la création de nombreux emplois, afin de bénéficier des subventions avantageuses.

- LA SOREMI (Brandt-Thomson) qui avait promis 300 emplois

pour 1975 et qui n'emploie aujourd'hui que 125 ouvriers et où il est question de 6 ou 7 licenciements. Et pour ceux qui y travaillent, ce sont les cadences et les chronométrages insoutenables.

PATRIARCA (meubles de cuisine) qui avait promis 150 emplois pour 1976 : actuellement, une quinzaine d'ouvriers y travaillent et risquent d'être licenciés.

C'est toute une région qui est en train de mourir, comme Barbières, ce petit village à côté de Romans. Mais là, justement, la population refuse cette situation : l'usine des tissages DREYFUS est occupée depuis plus de 100 jours par 106 travailleurs décidés, et soutenus par l'ensemble de la

population.

Après le «plan de relance» de Giscard, ces travailleurs ont demandé s'il s'appliquait à leur situation. Il leur a été répondu que l'«aide» est réservée aux grosses entreprises, à condition que les créations d'emploi «dépassent le nombre d'emplois supprimés» ! Sans commentaires.

Sur la base de cette situation d'ensemble, le patronat en profite pour sur-exploiter les travailleurs. Dans la chaussure, il impose des salaires bas, aucune prime d'ancienneté, pas de 13^e mois... Les conditions de travail sont déplorable, les machines sont vieilles, sans sécurité. Le rendement, seul compte. Conclusion : de très

nombreux accidents de travail. L'hôpital est à la dimension, du reste.

Oui, à Romans, les travailleurs savent d'expérience qu'ils ne doivent pas compter sur les promesses des patrons ou du gouvernement, sur les promesses ou les pétitions des «élus de gauche», mais qu'ils doivent tenir bon, à l'exemple des gars de Dreyfus, et refuser tout compromis au moment des luttes.

Correspondant Romans

Demain : La situation de l'emploi à Fougères de notre envoyé spécial

Préparons le 4 octobre

Samedi, des dizaines de milliers de jeunes descendront dans la rue manifester contre le chômage. A un moment où un chômeur sur deux a moins de 25 ans, où chaque année des milliers de jeunes doivent quitter leur région, leur famille pour chercher du travail, il apparaît de plus en plus clairement à la jeunesse que, contre le chômage, il n'y a pas d'autre solution que la lutte résolue. Les luttes de septembre sont là pour montrer la part active que prend la jeunesse à l'ensemble des luttes de la classe ouvrière.

Car c'est bien sur cette toile de fond que se déroulera la journée du 4 octobre. Mais contrairement à la journée du 23 septembre, pour laquelle la classe ouvrière, dans son ensemble ne s'est pas mobilisée, ne se reconnaissant pas dans cette forme d'action, dans les mots d'ordre

avancés par les confédérations syndicales aux mains des révisionnistes et des réformistes, la journée de samedi ne revêt pas cet aspect démobilisateur, même si les directions syndicales rivalisent de démagogie.

Que disent-ils ? «la lutte contre le chômage, c'est l'affaire de tous»... Mais que font-ils dans les faits, dans leur pratique quotidienne ?

Alors que depuis plus de deux ans, et notamment depuis Lip, la classe ouvrière se bat pour «pas un seul licenciement», voilà que se glisse à nouveau dans les tracas des directions syndicales le mot d'ordre illusoire de «Pas de licenciement sans reclassement».

Alors que dans de nombreuses luttes aujourd'hui les travailleurs se battent pour 2 000 minimum, le mot d'ordre avancé par les révisionnistes

et les réformistes pour les chômeurs est celui du «SMIC pour les jeunes chômeurs», du SMIC à Giscard, entendez, des 1300 F qui permettent à peine de mal se loger, de mal se nourrir.

Ces mots d'ordre ce ne sont pas les nôtres.

Que font-ils contre le chômage ?

Alors qu'aujourd'hui, il s'agit d'unir la jeunesse sur la base des revendications de la classe ouvrière, de faire converger les luttes contre la réforme Haby et celles de la jeunesse ouvrière, ces gens-là proposent des «solutions à la crise», sont prêts à «mieux gérer les affaires du pays», entendez, le capitalisme.

Oui, la jeunesse participera activement à la journée du 4 octobre, mais sur ses propres mots d'ordre, ses propres perspectives.

Nous développerons ces perspectives dès demain.



Au 1^{er} octobre 30 usines occupées

CONTRE LES LICENCIEMENTS

GILBERT CLAREY à TOURS (imprimerie)

Contre 82 licenciements, les travailleurs occupent dès la rentrée.

VALDROME à VALENCE (textile)

Les 87 ouvriers luttent contre la fermeture.

PRODIC SA à GRENOBLE (fabrique de cuves pour le stockage du lait)

Contre 86 licenciements.

UNION ALIMENTAIRE de l'OISE à BEAUVAIS

Contre la fermeture

« SOCIETE DE LA CORNOUILLE FRANÇAISE » à PLEYBER-CHRIST dans le FINISTERE (dépot de kaolins)

Occupation du dépot, contre le chômage technique et le démantèlement.

GILLET THAON à SAINT CHAMOND IZIEUX dans la LOIRE (teinture)

140 travailleurs menacés de licenciement : ils occupent.

LAFAB à PLESSIS ROBINSON (composants électroniques)

50 ouvriers : ils occupent pour garder leur emploi.

JEANRENAUD à BESANCON

Occupation depuis le 10 septembre

HURE, REGION PARISIENNE (machines outils)

Occupation contre 234 licenciements.

SAMTI dans la MAYENNE (matériel de camping)

Contre la fermeture, 260 licenciements, occupation.

FAMOSIA à GAILLEFONTAINE, SEINE MARITIME

Occupation contre le dépot de bilan et la fermeture.

PETERCEM à LYON

Occupation contre des licenciements, et des mises à la retraite anticipée.

KLEBER RENOLIT à TRILPORT

Occupation contre 180 licenciements.

LOURDELET à AUBERVILLIERS (cartonneries)

Contre 41 licenciements, occupation depuis le 23 septembre.

PELLET à PEAGE de ROUSSILLON (chaussure)

Contre 55 licenciements, occupation depuis un mois.

EVREUX

120 ouvriers d'une entreprise de Travaux Publics occupent pour s'opposer à la mise au chômage.

SIEGES M.G à DAMMARIE LES LYS

Les 60 travailleurs occupent contre la fermeture.

BOULAY (Blois)

130 ouvriers occupent, contre les licenciements.

BLANCHAUD à ANGERS (Conserve)

86 travailleurs occupent contre la fermeture.

HELIO CACHAN (imprimerie) à **CHILLY MAZARIN, ESSONE.**

Contre la fermeture et 200 licenciements, occupation depuis trois mois.

TRITON à BAGNOLET (Machines à laver)

Occupation contre les licenciements depuis février.

PASCAL VALUIT, Vienne dans l'Isère

Occupation depuis 135 jours contre les licenciements. Les flics attaquent l'usine le 27. Une manifestation de 1200 personnes apporte son soutien.

CONTRE LES BAS SALAIRES

TELECOMMUNICATIONS - RADIO - ELECTRIQUES et TELEPHONIQUES à BRIVE LA GAILLARDE

Occupation pour une augmentation de 10 %.

SORETEX à ANGERS

Occupation depuis le 23 pour des augmentations. Séquestration d'un directeur et de cadres le 27. Les flics venus en force les libèrent dans la nuit.

TISSOT DUPONT à FAVERGES, HAUTE SAVOIE (Automation)

Les travailleurs occupent pour les salaires, la diminution du temps de travail sans perte de salaire.

GUINARD à CHATEAUROUX (Pompes)

Les 600 salariés exigent : - 20 % d'augmentation des salaires - parité des salaires avec l'usine d'Annecy

- 250 F de prime pour septembre P. TEMBRE :

MAS à BORT LES ORGUES (confection)

500 salariés occupent pour obtenir une augmentation de salaires.

douze immigrés en Cour d'Appel

Mardi, douze travailleurs immigrés passaient en jugement devant la 14^e chambre d'Appel de Paris. Que leur veut-on ?

Depuis un an, 250 travailleurs d'un foyer-hôtel Sonacotra de la rue Allende, à Saint-Denis, sont en grève des loyers. Ils exigent le droit d'expression et de réunion, le statut de locataire, les mêmes droits que leurs camarades français.

A Saint-Denis, la direction a adopté une attitude de refus systématique, pour les décourager. Le 1^{er} juillet, elle attaque, devant le tribunal de Bobigny, 12 travailleurs, dont 6 délégués, pour les expulser. Demande rejetée. La direction fait appel.

DES CENTAINES DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS PRÉSENTS AU TRIBUNAL

A 13 h 30, les douze travailleurs arrivent. Bientôt, des centaines de leurs camarades de différents foyers de la Seine-Saint-Denis, en lutte pour les mêmes revendications, emplissent le hall. «Nous sommes venus soutenir nos camarades. La direction n'a jamais voulu rien savoir, mais nous sommes toujours unis, solidaires» Ils n'ont pas hésité à perdre une demi-journée de travail. Ils arrivent de Renault, de Citroën, de chantiers...

A 16 h, l'affaire passe en jugement : les centaines de travailleurs se regroupent à l'abord du Palais de Justice. Dix minutes plus tard, les «inculpés» ressortent : le «jugement» sera rendu le 21 octobre.

augmentation du SMIC

Le SMIC est passé hier à 7,71 F. Ce qui porte le salaire mensuel minimum pour 40 H à 1 341,54 F. Quelle famille peut s'en sortir avec un salaire aussi dérisoire, quand on sait que le loyer engloutit à lui seul presque la moitié de la paie ? L'indice officiel de l'INSEE annonce que, pour le mois d'août, les prix ont augmenté de 0,8 %. Même au dessous de la vérité, cette hausse est déjà énorme. Elle touche principalement les travailleurs : l'alimentation, par exemple, a augmenté en un mois de 1 % !

Il y a quelques jours, un nouveau train de hausses était mis en application :

- confitures, conserves de fruits : + 10 %,
- savons de toutes sortes : + 8 à 10 %,
- lait en conserve : + 2 à 5 %,
- biscuits et biscottes : + 2 à 4,5 %...

Fougerolles à Choisy

Les travailleurs du chantier Fougerolles à Choisy ont obtenu un premier succès, après une grève qui avait commencé le 8 juillet. Le patron a dû céder : - une prime de 200 F par mois, pendant au moins quatre mois, - une augmentation des salaires de 3 %, - le paiement des jours de grève à 50 %.

école

LA MATERNELLE

PREMIERE ETAPE DE LA SELECTION

Avec la rentrée des classes, les mères de famille se demandent à nouveau avec anxiété si cette année sera réussie pour leurs enfants. Cette conversation avec une institutrice de maternelle d'Aubervilliers nous fait comprendre d'un peu près ce qu'est l'école, et nous entrevoyons déjà que la réponse à nos désirs ne se fera que par une transformation de l'école et de la société.

Non, la maternelle ne compense pas les inégalités sociales

Voici le rôle que dévolue Monsieur Haby à l'école maternelle : « Elle devra notamment compenser les handicaps culturels qui pourraient être liés au milieu d'origine... (comprendons, à la classe ouvrière !). Qu'en est-il réellement ? »

D'après les statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale, les enfants de toutes les classes sociales tirent un bénéfice (sur le plan de la réussite dans un cycle élémentaire) de leur passage en maternelle.

Mais ce « bénéfice » est différent selon l'origine de classe des enfants :

Pour les fils d'ouvriers, parmi ceux qui n'ont pas été à l'école maternelle, 4 % ont redoublé et, parmi ceux qui ont passé un an ou deux, 14 % ont redoublé.

Pour les fils de cadres moyens et supérieurs, parmi ceux qui n'ont pas été à la maternelle, 6,2 % ont doublé. Parmi ceux qui y sont allés 2 ans et plus, 3,1 % ont doublé.

Proportionnellement, les fils d'ouvriers doublent bien davantage le cours préparatoire que les enfants de cadres, s'ils soient allés à la maternelle ou pas.

L'utilité de la maternelle est évidente sur le cours préparatoire, mais se maintient-elle sur tout le cours de la scolarité primaire ?

Parmi ceux qui ne sont pas allés à la maternelle,

Parmi les enfants de cadres : Les 2/3 font en 5 ans le cycle élémentaire ; et en 72, 50 % d'entre eux étaient en 6ème 1 du premier cycle.

Parmi les enfants d'ouvriers :

Près des 2/3 redoublent une fois ou plus au cours du cycle élémentaire et seulement 14 % se retrouvent en 6ème 1.

Parmi ceux qui ont fréquenté la maternelle,

Parmi les enfants de cadres : 76 % franchissent normalement le cycle élémentaire, et 55 % entrent en 6ème 1.

Parmi les enfants d'ouvriers :

46 % franchissent normalement le cycle élémentaire, et 23 % entrent en 6ème 1.

CONCLUSIONS :

L'absence de fréquentation de la maternelle, n'empêche par les 2/3 des enfants de cadres de franchir normalement, en 5 ans, le cycle élémentaire.

Si la maternelle améliore un peu la scolarité des enfants d'ouvriers, elle l'améliore davantage celle des enfants de cadres.

L'école maternelle ne réduit pas les écarts, sur le plan scolaire, entre les enfants de classes sociales opposées, elle les maintient et, même, les creuse.

Thérèse : Les enfants vont de plus en plus nombreux à l'école maternelle. Cette année, ils sont 2.254.000 en tout. Aujourd'hui, 81,3 % des enfants de trois à quatre ans y vont, alors qu'en 63 il n'y en avait que 40 %. Aujourd'hui, la quasi-totalité des enfants de quatre à cinq ans la fréquentent, alors qu'en 63 il n'y en avait que 69 %. Comme expliques-tu cette évolution ?

Monique : Si les mères de famille envoient de plus en plus leurs enfants à la maternelle, ce n'est pas, comme voudraient le faire croire certains par mépris des femmes du peuple, pour s'en « débarrasser ». Il est vrai aussi que le nombre de femmes avec de jeunes enfants et qui travaillent s'est beaucoup accru, mais ce n'est pas suffisant. Tout d'abord, on a pu constater que le pourcentage d'enfants qui redoublaient le cours préparatoire était inférieur lorsqu'il avait été en maternelle (cf. l'article ci-contre). Mais surtout, avec les conditions de vie moderne, dans les logements exigus et bruyants, dans les villes sans espaces verts, dans les cités désolées et isolées, quel apprentissage de la vie peuvent faire les enfants, même petits ? De cela, les mères se rendent bien compte. Tourner en rond toute la journée entre quatre murs, cela n'est pas bon pour un enfant. Il a besoin de copains, de place, d'occupations intellectuelles et manuelles adaptées à son âge. Alors les mères pensent que tout cela, ils le trouveront à l'école.

Thérèse : Mais les maternelles, sont elles en mesure de jouer leur rôle d'éducation de la petite enfance ? Combien y a-t-il effectivement d'enfants dans les classes ? D'après les statistiques de l'éducation nationale, 95,8 % de classes comptaient plus de trente élèves, et 76,8 % en comptaient plus de 35.

Monique : Il y a bien sûr quelques absents ; mais, à part lorsqu'il y a épidémie, c'est souvent qu'ils sont au complet. Alors, comment penser à leur éducation ? On est bien souvent forcé de ne faire que du gardiennage. On les fait jouer. A la rentrée, le Syndicat National des Instituteurs a complètement saboté la lutte pour les trente cinq en cédant au gouvernement.

Thérèse : Pourtant, monsieur Haby prétend faire grand cas de la maternelle. Dans son « exposé des motifs du projet de loi », ne lui assigne-t-il pas comme but de « compenser les handicaps culturels qui pourraient être liés au milieu d'origine » (entendons la classe ouvrière) ? et n'a-t-il pas déclaré, dans le courrier de l'éducation de mars 75 : « c'est dans les tout premiers apprentissages que des inégalités d'aptitudes, d'origine sociale ou non, se traduisent d'abord ; c'est au niveau de l'enseignement post-scolaire et de l'enseignement élémentaire que l'effort maximum doit être entrepris » ?

Je pense que c'est traiter du plus grand mépris les enfants de la classe ouvrière. Mais il n'est pas le seul à tenir ce discours. Certains instituteurs, ainsi que les révisionnistes, pensent également que le premier rôle de la maternelle est d'égaliser les chances des enfants.



Monique : D'abord, je ne suis pas d'accord pour dire que les enfants de la classe ouvrière sont en retard. En retard par rapport à quoi ? Par rapport à l'idée que la bourgeoisie se fait des enfants ?

Par exemple, un des apprentissages les plus importants à cet âge-là, c'est celui du langage. Or, comment les institutrices font-elles s'exprimer les enfants ? Souvent, elles leurs racon-

Monique : Et ce n'est pas tout. Il faudrait revenir sur de nombreux autres aspects... Par exemple sur le fait qu'on empêche les enfants de s'exprimer dans leur langage, qui est jugé « vulgaire ». On dit souvent que les enfants de la classe ouvrière ne parlent pas parce que chez eux, on ne leur parlerait pas. Comment sait-on ce qui se dit dans les familles populaires, pour prétendre que les thèmes abordés y sont « pauvres et limités » ? (lu dans « L'École et la Nation » N° 222 mars 75, p. 28 ; journal révisionniste). Souvent, des enfants qui ne disent rien à l'école sont chez eux très expressifs. C'est qu'à l'école, ils se sentent dans un milieu étranger.

Or, dans une étude sur « l'univers politique des enfants et des préadolescents », (Thèse pour le doctorat de recherche) Annick Percheron écrit : « Le premier fait, capital... est l'absence de retard des enfants de milieu ouvrier au niveau de l'acquisition du vocabulaire politique. L'enfant de milieu ouvrier apparaît comme le mieux armé pour la compréhension des phénomènes sociaux et politiques... Mais à l'école, on ne parle pas de la lutte des classes.

On peut conclure en disant que la « sélection » se fait déjà à l'école maternelle. Certains enfants iront dans des classes « d'attente » dès la maternelle, et dès le début du primaire, dans

les classes de « perfectionnement », parce que, pour une raison ou pour une autre, on les aura classés comme « inadaptés ». Inadaptés, des enfants de trois ans !!

Il est d'ailleurs intéressant de savoir que, sous prétexte de mieux connaître l'enfant, il est demandé à l'institutrice, dans la grande section de maternelle, de remplir des fiches pour tous les enfants, conçues de cette façon :

L'enfant joue-t-il seul ? en groupe ? en Bande ?

Vocabulaire inexistant. Pauvre, élaboré.

Attitude vis-à-vis de la maîtresse : dépendante ? indépendante ? oppositionnelle ?

Rayer les mentions inutiles. On voit tout de suite comment un enfant à peine arrivé en primaire sera catalogué. Malheur à celui qui aura joué en bande, qui aura un vocabulaire soi-disant inexistant, une attitude oppositionnelle !

Et la réforme Haby ne fera qu'accroître ce processus en faisant entrer certains enfants au Cours préparatoire à cinq ans, et d'autres à... « un âge variable »... (Nous aborderons plus longuement le projet Haby dans un article ultérieur).

Recueilli par Thérèse Vernet.

M. HABY MENT

Communiqué du Ministère de l'Éducation (12.09.75).

« Le maximum de 35 Elèves présents par classe est déjà atteint dans les 3/4 des cas. Sa généralisation a été annoncée comme à atteindre dans le cadre de la réforme du système éducatif, c'est-à-dire à partir de 1977 ».

Statistiques sur les effectifs de classe pour 1975 fournies par le Ministère de l'Éducation : « 19 % des classes avaient de 31 à 35 élèves ; 46,7 % de 36 à 40 ; 25 % de 41 à 45 ; 5,1 % de plus de 45. Soit 95,8 % des classes comptaient plus de 30 élèves... 76,8 % en comptaient plus de 35.

tent une histoire, puis leur posent des questions pour voir s'ils l'ont bien comprise. Mais quelles histoires conseille-t-on aux institutrices de raconter ? Des histoires qui montrent aux enfants un monde qui n'a rien à voir avec la réalité, telles qu'ils la vivent. Le « monde de l'enfance » est souvent un monde champêtre, idyllique, où les difficultés se surmontent aisément, par miracle. Un monde étranger aux enfants des travailleurs. Comment répondront-ils aux questions ?

Un autre exemple : On incite les institutrices à faire appel toute l'année à l'expérience des vacances : la mer, la montagne, et même les sports d'hiver : la neige, le ski. Qu'est-ce que cela signifie pour ceux qui ne sont pas partis ? Que vont-ils raconter à leur maîtresse ? Faire taire leur vie aux enfants de la classe ouvrière ; s'obstiner à leur créer un monde factice et petit-bourgeois... Mais il s'agit d'une véritable répression idéologique... !

Thérèse : En fait de compenser le « handicap socio-culturel », il s'agit plutôt d'essayer d'inculquer l'idéologie bourgeoise le plus tôt possible dans la tête des enfants, en espérant que, plus ils seront jeunes, mieux ça rentrera.

les difficultés des enfants quand la mère travaille

Monsieur Haby veut faire croire aux mères qui travaillent qu'elles sont responsables des difficultés scolaires de leurs enfants, quand il écrit : « Un effort de développement du langage et de la pensée sera fait, dans les maternelles, au profit des enfants qui subissent les conditions de vie les plus difficiles (mères qui travaillent, etc...) »

Cette idée est largement développée, entre autre pour que les femmes acceptent plus facilement le chômage qui pèse sur elles... En mars 1975, à la TV, au cours d'une émission très regardée sur le langage, des soi-disant spécialistes disaient qu'il était nécessaire qu'un enfant soit élevé uniquement par sa propre mère...

Or, d'après des enquêtes et des statistiques, on voit bien que ce n'est pas le travail de la mère qui est déterminant, mais bien l'origine sociale.

D'après une enquête récente, dans la région parisienne, le pourcentage d'enfants signalés par la maîtresse comme posant des problèmes, est le même dans les familles où la mère travaille et dans celles où elle reste à la maison.

Une enquête du Ministère de l'Éducation Nationale, faite en 72 auprès d'enfants de la classe de sixième, a montré qu'à la fin de cette classe, le pourcentage de redoublants était le même dans les familles où la mère travaillait et dans celles où elle ne travaillait pas.

Tout rejeter sur les mères qui travaillent, à l'avantage, en ce moment, pour la bourgeoisie, de renvoyer les femmes à la maison, facilement, et de rejeter sur les familles les causes des difficultés scolaires, alors que c'est l'École et la société qu'il faut remettre en cause.

critique

les jours de la trahison

Les dossiers de l'écran ont diffusé mardi soir la deuxième partie du film d'Otakar Vavra. Les « démocraties occidentales », en 1938, ont préféré l'annexion de la Tchécoslovaquie à la discorde avec le Reich d'Hitler, voyant, dans le nazisme, un salutaire rempart contre le bolchevisme. Réalisé par un révisionniste tchécoslovaque, ce film est à la fois une reconstitution historique assez conforme et un foyer d'idéologie bourgeoise. Dévoiler le visage odieux de la bourgeoisie française et l'adoucir en même temps pour l'excuser, c'est ce à quoi revient le film.

Personne ne s'y est laissé prendre.

La partie-débat a montré que personne de s'est laissé endormir par le plaidoyer de Vavra. En effet, les réactions que l'émission a enregistrées des téléspectateurs nous le prouvent :

« La grande majorité des audi-

teurs qui nous appellent sont « indignés » de l'attitude de la France et de l'Angleterre ; ils portent de graves accusations contre les ministres Bonnet et Chamberlain. »

Aux explications psychologiques, au plaidoyer du réalisateur du film, personne ne s'y est laissé prendre. Lorsqu'on redonna la parole dans l'émission aux appels téléphoniques, ce sera pour entendre dire que « le fascisme, il ne fallait pas le laisser s'installer. Les gouvernements le savaient bien, que le fascisme montait, il aurait fallu éteindre ça, mais ça les arrangeait trop. » D'habitude, aux Dossiers de l'Ecran, les questions des téléspectateurs sont retransmises plus souvent. Là, le standard d'Antenne 2 n'aura été sollicité que trois fois. On comprend pourquoi !

La troisième prise d'écoute montre que les masses en ont assez des explications idéalistes de la bourgeoisie : « Une chose que les auditeurs n'ont pas appréciée, c'est le fait que l'on montre, dans le film,

Hitler comme un fou. » Cette explication du fascisme, les historiens bourgeois l'ont souvent mis en avant pour excuser ce que le système capitaliste peut produire ; ça ne passe plus.

Face au point de vue des masses qui s'est exprimé, les invités d'Alain Jérôme ont essayé de refaire ce que le film tente. Toutes les fractions intellectuelles de la bourgeoisie étaient présentes. De l'anti-communiste Vauchez à des révisionnistes du PCF. Notons l'intervention de l'un d'eux : « Pour moi, nous ne sommes pas là pour critiquer telle ou telle personne, nous sommes tous responsables. » Et encore : « Le politique n'a rien à voir avec l'historique. » Il faut dire que sa position était critique lorsque l'on sait que Bonnet, le ministre chargé d'organiser Munich a été réélu plusieurs fois dans son département sur des listes révisionnistes.

Le film de Vavra n'a trompé personne. Leurs explications ne feront pas mieux.

AUX DOSSIERS DE L'ECRAN

programme

JEUDI 2 OCTOBRE

TF 1

20 h 00 IT 1
21 h 25 PROFIL - émission de J-F Chauvel - «ANTONIO DE SPINOLA»
22 h 25 ALLONS AU CINEMA - émission d'André Halimi

A 2

18 h 30 JOURNAL
18 h 40 PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 45 Y'A UN TRUC
20 h 00 JOURNAL DE L'A 2
20 h 30 MESSIEURS LES JURÉS - dramatique d'Alain Franck - «L'AFFAIRE LAMBERT»
22 h 30 VOUS AVEZ DIT BIZARRE - émission de Michel Lancelot

FR 3

18 h 55 LES TITRES DU JOURNAL
19 h 20 ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 TRIBUNE LIBRE
19 h 55 FR 3 ACTUALITES
20 h 00 ALTITUDE 10 000
20 h 30 UN FILM, UN AUTEUR - «VIE PRIVÉE» - Film français de Louis Malle

VENDREDI 3 OCTOBRE

TF 1

18 h 15 A LA BONNE HEURE
18 h 45 REINEFEUILLE
18 h 55 L'ILE AUX ENFANTS
19 h 20 ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS - feuilleton
20 h 00 IT 1
20 h 30 AU THÉÂTRE CE SOIR - «AUGUSTE»
22 h 45 LE CLUB DE DIX HEURES
23 h 15 IT 1 NUIT

A 2

18 h 55 DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 Y'A UN TRUC
20 h 00 JOURNAL DE L'A 2
20 h 30 LA MORT D'UN TOURISTE - feuilleton d'après le roman de Francis Durbridge
21 h 35 APOSTROPHES - magazine de Bernard Pivot - «DIEU EST-IL MARXISTE ?»
22 h 40 CINE CLUB «DIES IRAE» - film danois de Carl Dreyer
0 h 10 JOURNAL DE L'A 2

FR 3

18 h 55 FR 3 ACTUALITES
19 h 00 DOCTEUR DOOLITTLE
19 h 05 DES LIVRES POUR NOUS
19 h 20 ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 TRIBUNE LIBRE
19 h 55 FR 3 ACTUALITES
20 h 00 LA TELEVISION REGIONALE - reportages
20 h 30 CIVILISATION
21 h 20 MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT - La Sibérie
22 h 05 FR 3 ACTUALITES

bloc-notes

LE LICENCIEMENT INDIVIDUEL 2

Nous avons vu que le patron est désormais obligé de respecter une procédure en 3 phases pour licencier un travailleur ayant au moins un an d'ancienneté. La loi a prévu des sanctions en cas de non-respect de cette procédure.

LES SANCTIONS DE LA PROCEDURE

LES SANCTIONS CIVILES

1) Si le patron ne respecte pas la procédure pour l'entretien préalable, il peut être condamné à refaire toute la procédure, à rembourser aux organismes concernés les allocations de chômage versées au salarié à la suite de son licenciement. Enfin il peut être condamné à verser au salarié des dommages et intérêts qui ne sont malheureusement jamais élevés.

2) Si le patron ne respecte pas les formalités d'envoi de la lettre recommandée de licenciement, les sanctions sont les mêmes. S'ils ne l'envoie pas du tout, le licenciement pourra être jugé abusif.

3) Si le patron ne fournit pas les causes du licenciement, le licenciement sera considéré comme abusif et le travailleur recevra des dommages et intérêts.

LES SANCTIONS PENALES

Pour licencier, le patron doit obtenir l'autorisation de l'inspection du travail. S'il ne le fait pas, il risque une amende de 2.000 F minimum.

LA « CAUSE REELLE ET SERIEUSE » DU LICENCIEMENT.

Le patron a l'obligation de fournir une « cause réelle et sérieuse » pour justifier le licenciement. Si la cause n'est pas réelle, ou si elle n'est pas sérieuse, c'est-à-dire si un seul des éléments manque, le licenciement sera considéré comme abusif. Désormais le conseil des prud'hommes a reçu de larges pouvoirs inquisitoires, c'est-à-dire qu'il peut prendre des mesures pour vérifier lui-même l'exactitude des prétentions de l'employeur.

LA CAUSE REELLE.

Une cause n'est réelle que si elle est prouvée, si elle correspond aux faits, si la faute invoquée a effectivement existé. Le Conseil des Prud'hommes vérifie donc si le patron n'a pas monté de toutes pièces des fautes imaginaires lui permettant de licencier un travailleur dont la combativité le gênait. Par exemple la Cour d'Appel de Nîmes a considéré que le patron qui avait licencié une femme de ménage pour mauvais entretien

des locaux alors qu'il reconnaissait lui-même l'impossibilité d'assurer un entretien correct, a licencié cette femme pour une cause (incompétence) qui n'était pas réelle. Par exemple encore le Conseil des Prud'hommes de Grenoble a jugé comme non réelle une prétendue compression d'effectifs alors que le patron avait engagé de nouveaux ouvriers pour remplacer les licenciés.

Dans le prochain article nous verrons ce qu'est une faute sérieuse.

Yves BEAUMONT.

A QUI S'APPLIQUE LA LOI DE 1973 ?

La loi de 1973 ne s'applique pas à tous les salariés de façon uniforme.

L'entretien préalable, l'obligation de motiver le licenciement et les sanctions correspondantes ne s'appliquent pas dans les entreprises de moins de 11 salariés. Dans les entreprises plus importantes, l'entretien préalable et l'obligation de motivation n'existent que pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté.

Enfin les sanctions civiles (indemnités, offre de réintégration) ne s'appliquent que pour les salariés ayant au moins deux ans d'ancienneté.

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Obligé de quitter la briqueterie parce que le travail trop pénible lui donne des « crachements de sang », Norbert est embauché alors, dans un atelier d'équarrissage. Il a 13 ans. Rien de plus sinistre que cet abattoir. Les hommes y souffrent autant que les chevaux.

Il y en avait qui hennisaient et essayaient encore de se redresser en dépit de leur épuisement, raidissant les muscles et écartant les jambes pour ne pas tomber, puis levant la tête comme s'ils avaient voulu prendre à témoin la divinité des tortures affreuses, qu'on leur faisait subir !

J'avais souvent entendu raconter la retraite de Russie par de vieux soldats. La vue de ces chevaux me rappelait le triste sort de nos soldats

mourant de faim sur leur lindeuil de neige dans les steppes. Eux aussi devaient se demander par quelle ironie du destin la volonté d'un despote les avait arrachés à leurs affections pour leur faire souffrir de si grandes misères.

Mon cousin, le directeur, avait deux fils, l'un de neuf ans, l'autre de douze, tous les deux aussi robustes que méchants. Elevés dans cet abattoir l'habitude du spectacle de la souffrance les avait rendus féroces ; le jeudi ils me cherchaient toutes sortes de querelles. Le plus jeune s'avisa de monter un vieil âne qu'un paysan avait amené ; tandis que l'aîné frappait la pauvre bête pour la voir courir, l'âne n'en pouvant plus, le cruel gamin lui enfonça son bâton dans le derrière.

A la vue de cette monstruosité, je ne pus m'empêcher de leur demander si c'était à l'école qu'on leur apprenait à commettre de telles

horeurs. Là-dessus, ils s'avancèrent pour me battre, et me culbutèrent avec ma brouette dans les excréments.

Je me plaignis à ma cousine qui me répondit que j'avais dû leur jouer quelque mauvais tour pour m'attirer cette méchanceté. Encouragé par cette faiblesse de leur mère, ils redoublèrent de malice envers moi. Je fis des efforts inouïs pour me contenir jusqu'à la fin de la semaine ; mais le samedi je demandai mon compte qui se montait à trente-six sous.

Un jour je rencontrai une soixantaine de pensionnaires sous la conduite de trois professeurs. Je les pris d'abord pour les jeunes soldats à cause de leur tunique à passepoils rouges et à boutons dorés. Les

premiers rangs étaient formés par des enfants de sept à huit ans ; les derniers par des jeunes gens de 18 à 20 ans dont plusieurs avaient la barbe naissante. Je saluai le premier professeur qui se trouvait à ma portée, c'était un jeune homme blond ; les deux autres, à la figure allongée, au teint jauni, étaient d'une assez haute stature. Je me plantais droit devant eux pour les examiner au passage. Les élèves défilaient ; l'un de ceux des derniers rangs s'avisa de dire : « Qu'a-t-il donc à nous dévisager ainsi ce maraud de paysan ? ». Mais comme je n'en persistais pas moins à les regarder, trois ou quatre d'entre eux se détachèrent de la colonne et vinrent m'administrer une volée de coups de poing. Je me défendis du mieux que je pus, mais les maîtres n'intervinrent pas pour mettre un terme à ces mauvais traitements ; et quand les élèves furent las de me battre, ils reprirent tranquillement

leurs places dans les rangs sans avoir eu à subir de remontrances. Je restai maître du champ de bataille à la façon de Canrobert puisque je n'avais pas quitté la place ; mais je ne m'expliquais pas qu'après avoir été si maltraité, je ne ressentisse aucune douleur ; c'était sans doute l'habitude de porter des sacs pesants sur les épaules qui m'avait rendu insensible aux coups.

Tout en continuant ma route, je devisais sur cette aventure, cherchant à m'expliquer le motif de cette agression et de la non colère ; mais de ma part c'était pure curiosité, car je n'avais jamais vu jusqu'à présent d'élèves en uniforme. Je songeais alors à ce qu'il faudrait de travailleurs vivant de privations pour entretenir dans l'oisiveté un si grand nombre de jeunes gens de bonne famille.

(à suivre)

international

le quotidien du peuple

PORTUGAL LA BATAILLE POUR L'INFORMATION CONTINUE

en bref...

UNE DÉLÉGATION ISRAÏÉLIENNE A MOSCOU

Les deux super-puissances sont les ennemis acharnés de la révolution palestinienne. Après l'accord égypto-sionniste imposé par l'impérialisme US, l'URSS ne veut pas être en reste, et déclenche les grandes manœuvres. Le 24 septembre, Gromiko avait un long entretien avec Ygal Allon, à New-York. Aujourd'hui, une délégation israélienne se rend à Moscou. Parmi les membres de cette délégation, un député du MAPAM, parti gouvernemental. De plus en plus, il est question d'une reprise des relations diplomatiques avec Israël. Voilà bien l'amitié et l'aide soviétique au peuple palestinien, et aux peuples arabes : imposer l'Etat sionniste.

ALBANIE

La campagne de solidarité avec les peuples d'Espagne se développe en Albanie. Plusieurs meetings dénonçant le régime fasciste de Franco, ont déjà eu lieu dans les usines et dans les coopératives, en présence d'une délégation du Parti Communiste d'Espagne (ml). Les jeunes volontaires travaillant à l'édification de la ligne de chemin de fer Prenjas-Guri-I-Kuq ont organisé un rassemblement de solidarité avec la juste lutte des peuples d'Espagne.

COSTA GOMEZ A MOSCOU

L'URSS, devant la défaite politique du P.C.P., décide de changer de cheval... mais toujours à l'encontre des intérêts véritables du peuple portugais. Au moment où les masses populaires se heurtent à une offensive des «modérés», ces derniers sont accueillis à Moscou en la personne de Costa Gomez. Le social-impérialisme tente de sauvegarder les positions conquises au Portugal, depuis le 25 avril 1974.

RÉUNION À L'OCCASION DU 10^e ANNIVERSAIRE DU COUP D'ÉTAT EN INDONÉSIE

Le 30 septembre, une réunion organisée par le Comité Indonésie-France, a rassemblé plusieurs centaines de personnes à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, pour protester contre les crimes de Suharto et de l'armée réactionnaire. Un film, réalisé pour la télévision en 1968, et censuré, a été projeté, montrant la corruption et la sauvagerie du régime militaire : un million de personnes «souponnées» d'être communistes assassinées. Dix ans après au moins, 100 000 prisonniers politiques «communistes» croupissent dans les camps de concentration.

INTERVENTION INDONÉSISIENNE A TIMOR :

Des troupes indonésiennes sont intervenues, pour la première fois, dans la partie est de la ville de l'île de Timor, ancienne colonie portugaise. Dans les milieux portugais de Macao, on estime que l'Indonésie, dont la partie ouest de Timor fait partie, va prochainement annexer l'ancienne colonie portugaise, selon une volonté de plus en plus nettement affirmée de la part du régime de Suharto. Ce qui se fera contre la volonté du peuple de Timor où des milliers de manifestants, en août 1974, avait fait rejeter la solution d'intégration pacifique à l'Indonésie, éliminant du même coup les politiciens qui défendaient cette solution.

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF D'OPPOSITION SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE («Brisons nos chaînes», 162 rue Marcadet - Paris 18^e)

- Nous condamnons les crimes franquistes (assassinats de camarades du FRAP et de l'ETA et nouvelles parodies de procès en cours) et la complicité de Giscard-Ponia.
- Solidaires des condamnés, nous dénonçons également les manœuvres de P.C.F dans la CGT qui calomnie et agresse, lors des manifestations, ceux qu'elle prétend défendre...
- Nous appelons tous les camarades syndicalistes révolutionnaires à faire de cette journée du 2 octobre une puissante démonstration d'internationalisme prolétarien.
- Partout où les sections syndicales et unions CGT ou CFTD se reconnaissent dans le courant d'Opposition Syndicale Révolutionnaire, elles prendront l'initiative de débrayages, prises de parole dans l'entreprise, participation massive aux manifestations, aux côtés des camarades basques et espagnols.
- VENGEANCE ET VIGILANCE AUX CÔTÉS DE L'ETA ET DU FRAP !
- LEUR COMBAT EST LE NÔTRE !

Ce soir, situation tendue à Lisbonne. Trois faits dominaient l'actualité : la manifestation de soutien aux mesures répressives du gouvernement, organisée par le PS et le PPD, mardi soir, et ses suites : le refus des soldats d'évacuer les radios et leur volonté affirmée de défendre le peuple contre le gouvernement, enfin la mobilisation populaire pour défendre les organes d'information, notamment Radio-Renaissance et Republica. La manifestation du PS était moins nombreuse que les précédentes de ce parti. Son caractère même en éloignait nombre de ceux qui avaient des illusions sur la volonté socialiste du PS.

Au cours de la manifestation, le premier ministre Azevedo a proclamé : «Si on ne rétablit pas la discipline, le fascisme reviendra au Portugal». Le premier objectif étant de reprendre en mains les organes d'informations. La manifestation s'attaquait aux sol-

datés qui occupaient Radio-Nationale, parce qu'ils s'étaient solidarisés avec les commissions de travailleurs. Hier matin, mercredi, Azevedo déclarait que Radio-Renaissance serait la seule à restée occupée militairement, que la troupe devait se retirer de toutes les autres radios.

Ce matin, les soldats évacuaient Radio-Nationale. Mais ce n'est pas avant 18 h que les soldats ont évacué Radio-Clube, qu'ils ne voulaient pas remettre entre les mains de la police et du gouvernement. Ni Radio-Clube, ni Radio-Nationale n'ont finalement été occupées par la police. Les délégués de soldats de nombreuses casernes de Lisbonne se sont réunis et ont affirmé leur entière solidarité avec les travailleurs contre l'offensive du gouvernement.

Dans les usines et dans les quartiers, les commissions de travailleurs se mobilisent pour défendre les organes d'information. Mardi soir, les ouvriers

de la Lisnave, et d'autres entreprises de Lisbonne ont manifesté devant Republica. Devant Radio-Renaissance, une forte concentration populaire s'est maintenue toute la journée d'hier.

La bataille contre la prise en main de l'information est au centre de la lutte contre la reprise en mains dans tout le pays. Quel mauvais coup cache, dans ce cadre, la déclaration de Soarès, annonçant pour cette nuit une attaque «de groupes minoritaires» contre le palais du premier ministre, sinon la volonté de réprimer, faux bruits et provocations à l'appui, les organisations de masses des travailleurs ? Soarès, qui est l'âme du nouveau gouvernement et le larbin de l'impérialisme étranger, enrage de ne pouvoir mettre au pas le peuple portugais. Il n'est pas prêt d'y parvenir.

Par téléphone de Lisbonne
mercredi soir, 20 h



une militante du FRAP témoigne :

EVADÉE DES PRISONS FRANQUISTES

Nous avons commencé depuis avant-hier à publier le récit de Mari-Luz Fernandez, militante du FRAP évadée des prisons franquistes, et de Virginia, également militante du FRAP.

Après avoir décrit les tortures subies lors de l'arrestation, les conditions de détentions et de l'organisation politique des prisonniers, elles parlent aujourd'hui des luttes de prisonniers politiques.

QUELLES FORMES DE LUTTE ?

Les clivages politiques qui existent en dehors, se retrouvent dans la prison. Les formes de lutte préconisées par les révisionnistes, l'attitude idéologique et politique, les rapports avec les familles n'ont rien à voir avec ceux des marxistes léninistes. Une des formes privilégiées de lutte des révisionnistes consiste à envoyer des réclamations au directeur général de la prison, qui aboutissent au salt trop bien où. En réalité, l'existence de ces réclamations permet seulement de mesurer, à un moment donné, où est la volonté de lutte des détenues, elle n'est pas en soi une lutte efficace.

Une autre forme de lutte qu'ils affectionnent particulièrement est la grève de la faim. Les deux camarades du FRAP expliquent pourquoi elles sont opposées à cela : la grève de la faim porte gravement atteinte à la santé du prisonnier qui, au contraire, a besoin de toutes ses forces pour lutter. Enfin, elle peut être arrêtée à tout moment par la direction de la prison.

Parfois, ces grèves sont lancées par l'ETA. Mari-Luz et Virginia, tout en n'étant pas d'accord sur le principe, ont participé, par solidarité, à ces grèves quand elles correspondaient à des aspirations à la lutte.

LA DÉFENSE D'EVA FOREST

Mari-Luz et d'autres camarades du FRAP ont su dépasser cette première forme de lutte pour obtenir la levée des sanctions contre Eva Forest. Eva était «in comunicada», mise au secret aussi bien par rapport à l'extérieur qu'à l'égard des autres prisonniers. Après un début de grève de la faim, la menace de voir s'étendre la sanction à d'autres détenues existait. Les prisonnières lièrent leur lutte avec l'exté-

Pendant plusieurs jours, un immense travail d'agitation a été réalisé par le FRAP dans le quartier et les usines autour de la prison, en particulier l'usine «Enduico». L'unité a été faite entre les prisons de Yaserias et de Carabanchel. Simultanément, la mobilisation des familles était entreprise.

Pour les révolutionnaires, il ne s'agissait pas, comme pour les révisionnistes, de secourir seulement matériellement les familles - il existe d'ailleurs un fonds de solidarité avec les prisonniers - mais de les organiser pour la lutte. Une commission des mères des détenues s'est rendue devant le directeur de la prison en annonçant qu'elles refuseraient de voir les détenues tant que les sanctions contre Eva Forest ne seraient pas levées. Comme celui-ci les renvoyait à une plus haute autorité, elles sont allées en délégation, avec le soutien du quartier, devant le tribunal militaire. Le lendemain, les arrêtés en vigueur étaient levés pour Eva Forest.

Cette lutte est exemplaire, mais elle n'est pas la seule. Virginia raconte que, lorsqu'elle était à Carabanchel, il fallait assister debout à la prière, avant chaque repas. Un jour, elles décidèrent de

ne plus se prêter à cette farce et de s'asseoir en proclamant qu'elles n'étaient pas croyantes. On les a accusées de manquer de respect vis-à-vis de leurs compagnes - «qu'à cela ne tienne», répondirent-elles, et elles sortirent du réfectoire. Un certain nombre de détenues de droit commun se joignirent à elles. Depuis cette lutte, la prière n'est plus obligatoire. A la suite de cette action, les fascistes de la prison ont saisi le moindre prétexte pour infliger des sanctions. Virginia, par exemple, est restée plus de quarante jours au secret, dans une cellule punitive.

Quelles que soient les mesures de restriction fascistes, la voie de la lutte jaillit même des prisons franquistes. La volonté farouche de se battre contre le fascisme, une détermination révolutionnaire que les sacrifices ne font pas reculer, une seule passion : «Sortir pour retourner dans la lutte, parmi les masses». C'est cela surtout, le message qui nous vient d'Espagne. C'est comme cela que Mari-Luz a commencé, c'est comme cela qu'elle terminera l'entretien : «Un jour, peut-être, bientôt, je retournerai en Espagne, je mènerai la lutte au côté de mon peuple. C'est pour cela que je me suis évadée».